

Veille & territoires

#307 Bulletin du 7 avril 2022

Alimentation

► [Les circuits de proximité. Un levier contre la banalisation des paysages alimentaires commerciaux d'une petite ville ? \(Clermont-l'Hérault, Occitanie\)](#)

Orlane Rouquier et Coline Perrin

Économie rurale, n° 379, pp. 7-27

Dans la littérature, les commerces alimentaires ont souvent été abordés via l'évolution du tissu commercial et le renouvellement des liens entre producteurs et consommateurs. Dans cet article, les auteures traitent conjointement ces deux thématiques en analysant la place des circuits de proximité dans les paysages alimentaires commerciaux d'une petite ville de l'arrière-pays viticole et touristique de Montpellier. En combinant analyse cartographique et paysagère, ainsi qu'enquêtes par questionnaires et entretiens, cet article montre que la banalisation du tissu commercial peut coexister avec une diversité de circuits de proximité s'inscrivant dans le processus de relocalisation de l'alimentation.

Banlieues

► [Jeunes de quartier : « Là où tout le monde se croise »](#)

Claudette Lafaye et Ahmad Zeidan (invités)

The Conversation, podcast de la série "Jeunes de quartier", 31 mars 2022. 25 mn

En 1996, la manufacture de tabac de Patin qui employait plusieurs centaines d'ouvriers est détruite. Elle est aujourd'hui remplacée par 50 000 mètres carrés de bureaux destinés à l'implantation d'entreprises de l'économie créative. Souvent qualifiée par la presse de "nouveau Brooklyn", Pantin connaît comme beaucoup de communes limitrophes de la capitale des transformations urbaines de grande ampleur qui se sont accentuées depuis le milieu des années 2000. De nouveaux immeubles de bureaux et d'habitations sortent de terre, de nouveaux cafés ouvrent, de grandes entreprises y établissent leur siège social, des friches industrielles sont utilisées par des théâtres. Mais certains habitants s'interrogent : pourront-ils continuer à vivre dans le lieu où ils ont grandi ?

► [Le podcast](#)

Densification pavillonnaire

► [Comment le petit propriétaire d'un pavillon de banlieue peut résoudre la crise du logement](#)

Lily Munson

Terra nova, "La grande conversation 2022", mars 2022

Il est possible de résoudre une partie des besoins de logement par la densification douce du tissu pavillonnaire. Pour cela, il faut faire du propriétaire particulier le nouveau promoteur immobilier pour rénover et densifier son propre bien. On crée ainsi des logements sans toucher aux terres agricoles ni densifier les cœurs de ville.

► « [Densification douce](#) » : viser d'abord les obstacles

[réglementaires](#)

Bernard Coloos et Bernard Vorms

***Terra nova*, "La grande conversation 2022", avril 2022**

Les auteurs reviennent et commentent la contribution de Lily Munson qui propose de favoriser la « micro-promotion » pour développer l'offre de logement dans des zones déjà urbanisées. Comment favoriser au mieux ce potentiel prometteur ?

Développement territorial

[► L'insertion comme levier de développement en milieu rural. De Lambiotte à « Territoires zéro chômeur » \(Prémery\)](#)

Marc-Antoine Douchet et Achille Warnant

***Revue d'économie régionale & urbaine*, 2022/0 (Prépublication)**

Cet article, qui repose sur une enquête de plusieurs mois conduite entre janvier et novembre 2019, vise à interroger la capacité des acteurs locaux à redynamiser un espace rural en déclin à partir d'une stratégie de développement territorial endogène. Le cas étudié est celui de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée à Prémery (Nièvre), petite ville rurale marquée aux débuts des années 2000 par la fermeture de l'usine Lambiotte, principal employeur du territoire. Si le projet s'apparente à première vue à un dispositif classique d'insertion, sa mise en place a entraîné une reconfiguration de la gouvernance locale autour de la mise en œuvre d'un projet de développement territorial partagé.

Jeunesse

[► Jeunes. Dossier](#)

Elias Sougrati, Tonino Serafini, Julie Snasli et al.

***Urbanisme*, n° 424, mars-avril 2022. pp. 42-68**

La revue *Urbanisme* consacre le dossier de son dernier numéro aux questions liées à la jeunesse. Comment réconcilier les jeunes avec leur territoire ? Que signifie avoir 20 ans dans la diagonale du vide ? Quelles places pour les enfants dans la ville ? Quelles perceptions du monde pour les jeunes des quartiers populaires ? Que recouvre l'implication des jeunes dans les mouvements pour le climat ? Analyses et entretiens.

Médiation sociale

[► Remettre de l'humain dans les territoires](#)

Rapport au Premier ministre

Patrick Vignal, mars 2022. 96 p.

Le vivre en société est menacé par plusieurs défis : la prépondérance des situations de conflits et de tensions, les violences et toutes formes d'incivilités détruisent durablement les relations sociales. L'isolement relationnel, la précarité économique, la fracture numérique, ainsi que les crises impactent également ces relations. Ces difficultés sociales sont ressenties par les citoyens dans leur vie de tous les jours et elles favorisent un sentiment d'abandon, voire de marginalisation. Une reconstruction du lien social est nécessaire. Cette mission a pour but de mener une réflexion sur celles et ceux qui participent tous les jours à maintenir ce lien social sur le terrain, au plus près des concitoyens, et notamment sur les médiateurs sociaux. A été réalisé un état des lieux des dispositifs de la médiation sociale sur le territoire, notamment de ceux mis en place dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et dans les quartiers de reconquête républicaine (QRR). Les préconisations proposées dans ce rapport nécessitent de faire évoluer le regard porté sur ces acteurs de terrain, aujourd'hui sans statut. Elles s'articulent autour de 5 axes.

[► Le rapport](#)

Numérique

[► Renforcer la cohésion numérique dans les territoires : 20 mesures pragmatiques et de bon sens](#)

Patricia Demas (rapp.)

Sénat (Commission de l'aménagement du territoire et du développement

durable), mars 2022.

Réduire les disparités territoriales liées au numérique et mieux outiller les collectivités territoriales pour concevoir des projets d'inclusion numérique : c'est l'objectif que s'est fixé la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable en confiant le soin à Patricia Demas, rapporteure, de formuler des propositions. Jugeant l'engagement de l'État encore parcellaire et insuffisant, la rapporteure appelle à faire de l'inclusion numérique une véritable priorité nationale, dotée de financements de long terme. Le rapport d'information, adopté par la commission, formule 20 recommandations selon 3 axes pour renforcer l'inclusion numérique au profit de l'équité territoriale :

- renforcer le pilotage de la politique nationale d'inclusion numérique, pour permettre aux acteurs locaux de s'inscrire dans un cadre global clair et ambitieux ;
- mettre en cohérence la gouvernance locale de l'inclusion numérique ;
- accentuer les efforts pour combler la fracture numérique dans les territoires (accès aux réseaux internet et accompagnement des usagers éloignés du numérique).

[► L'essentiel](#)

[► Avec l'économie numérique, le standard devient l'individu isolé](#)

Michel Lussault

Usbek & Rika, avril 2022

Qu'elles s'appellent Flink, Deliveroo ou Uber Eats, de plus en plus de plateformes numériques font la course pour nous livrer où que nous soyons, en quelques minutes seulement. Le géographe Michel Lussault décrypte dans cet entretien ce que ce mode de consommation en pleine expansion dit de notre évolution en tant qu'individus et en tant que société mais également quels pourraient être les enjeux à venir pour les espaces commerciaux périphériques.

[► La régulation de l'Arcep au service des territoires connectés](#)

Tome 2 du rapport d'activité 2022

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), mars 2022. 144 p.

L'Arcep publie son rapport annuel en trois tomes, correspond à trois facettes de son action.

Le présent tome 2 est consacré aux actions de l'Arcep en faveur de la connectivité des territoires. Ce document est destiné aux élus, représentants des collectivités locales et opérateurs.

[► Le tome 2 du rapport annuel](#)

[► Livre blanc 5G et environnement. « Contribution et éclairage du CSF Infrastructures Numériques sur la question environnementale associée au numérique et à la 5G »](#)

Comité Stratégique de Filière « Infrastructures numériques » (CSF), mars 2022. 55 p.

À l'heure où la 5G est au cœur des débats environnementaux, le groupe de travail du CSF a souhaité à travers ce livre blanc aborder la question de la 5ème génération de système mobile de manière raisonnée et constructive afin d'évaluer d'une part l'impact environnemental véritable de la 5G et d'autre part, ses externalités positives sur d'autres secteurs.

[► La gouvernance des données urbaines entre territoire de projets et projet de territoire. L'exemple de Rennes Métropole](#)

Marie-Anaïs Le Breton, Hélène Bailleul, Jean-Baptiste Le Corf et al.

Flux, 2022/1, n° 127, pp. 65-84

Par l'observation dans le temps de trois moments marquants de la politique des données à Rennes, les auteurs proposent de réfléchir à la manière dont des projets informationnels sont utilisés comme levier de production et de réinvention des services urbains nécessitant de repenser les principes de l'action publique. Sont analysées les bifurcations de la politique des données dans une trajectoire locale, celle de Rennes Métropole, au regard des idéologies qui sous-tendent les projets menés depuis le début des années 2010

et de leurs actualisations ces dernières années. L'article conclut sur les difficultés qu'il reste à surmonter pour pouvoir parler de gouvernance partagée des données, en abordant notamment l'inclusion limitée des citoyens et la question ambiguë de la souveraineté.

Santé

► [Perspectives d'aménagement du territoire et de cohésion territoriale sur le volet « renforcer l'accès territorial aux soins »](#)

Bruno Rojouan (rapp.)

Sénat (Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable), mars 2022,

91 p.

Plus de 30 % des Français résidant dans un "désert médical", 11 % de nos concitoyens de plus de 17 ans sans médecin traitant, 45 % des médecins généralistes en situation de burnout, des délais d'attente de près de 200 jours avant un rendez-vous chez un ophtalmologiste dans certains territoires : les inégalités territoriales en matière d'accès aux soins et le sentiment d'abandon ressenti par certains de nos concitoyens sont profonds. Soucieuse d'agir, de défendre l'équité territoriale et de garantir à chacun l'accès aux soins nécessités par son état de santé, la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat propose dans ce rapport des solutions ambitieuses pour résorber les profondes fractures territoriales en santé. 32 recommandations sont formulées faire face à l'urgence grâce à un rééquilibrage territorial de l'offre de soins, la mise en place d'incitations nouvelles à l'exercice et l'installation dans les zones sous-denses et le renforcement des capacités de formation.

► [Le rapport](#) ► [L'essentiel](#)

► [Les Parcs, territoires de santé. Dossier](#)

Parcs, n° 89, mars 2022, pp. 9-13

La santé a bien des facettes et recouvre bien des dimensions. Les Parcs contribuent tous les jours à mettre en place des politiques favorables à la santé globale des écosystèmes, dont les habitants et habitantes font partie intégrante. En ligne de mire : le bien-être, tout simplement.

Tiers-lieux

► [Tiers-lieux : quand les pouvoirs publics s'en mêlent ...](#)

Horizons publics, hors-série hiver 2022. 64 p.

Réalisé en partenariat avec France Tiers-lieux et la SCIC Tetris

En France, la notion de « tiers-lieux » connaît un succès grandissant depuis une quinzaine d'années. Pourtant, derrière cette expression, on observe des réalités très différentes et une incroyable diversité de dynamiques, de lieux, de projets, d'acteurs, de collectifs, etc. Avec près de 2 500 tiers-lieux en France et plus de 2 millions de personnes par an qui s'y rendent pour réaliser des projets ou travailler, il s'agit d'un véritable phénomène de société, qui démontre la capacité de la société civile à faire ensemble, à s'organiser pour produire des solutions au plus près des besoins. La société civile (entreprises, associations et citoyens) fait ainsi irruption dans la construction des politiques publiques. L'essor de ce mouvement et son accélération doivent nous conduire à repenser, plus fondamentalement, la relation entre les administrations et la société civile : privilégier le faire avec, lâcher prise pour accepter l'essai-erreur, consolider des partenariats public-communs, sortir d'une approche en silos et travailler de manière transversale, inter-services et inter-territoriale.



► [Dans les coulisses des tiers-lieux](#)

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), podcast de « Nouveaux Lieux Nouveaux Liens », 2022.

20 min.

L'ANCT, en partenariat avec le Wip, propose une série de podcasts apprenants dont l'objectif est de mettre en lumière la multitude de tiers-lieux existants et de faire découvrir les

nombreuses combinaisons d'actions et d'interactions possibles, au service des habitants et des territoires. Les deux premiers épisodes ont fait étape dans deux villes bénéficiaires du programme Action Cœur de Ville, Bourges (l'Antre Peux) et Rodez (Station A).

Tourisme

► [Le management du tourisme rural en Corse : des concurrences aux complémentarités. Acteurs, territoires et stratégies](#)

Caroline Tafani

***Revue de géographie alpine*, n° 4, mars 2022**

En Corse, le tourisme rural relève d'une compétence éclatée, adossée aussi bien aux institutions en charge de l'agriculture et de la ruralité que de celles du tourisme. Secteur trans-sectoriel et multi-acteurs par nature, mais aussi domaine économique connu pour l'atomicité de son offre, le tourisme rural est aujourd'hui l'objet focal des stratégies de développement portées par les Groupes d'action locale dans le cadre du programme Leader. C'est au travers d'une étude descriptive et empirique que l'auteure analyse ici le management du tourisme rural en Corse avec pour focus spécifique le rôle du programme Leader.

Transitions

► [Acceptabilité des nouvelles infrastructures de transition énergétiques : transition subie, transition choisie ?](#)

Claire Bordenave et Nicolas Richard

Conseil économique, social et environnemental (Cese) - Commission de l'Environnement, mars 2022. 124 p.

Le Cese a été saisi par le Gouvernement sur l'acceptabilité de la mise en œuvre de la transition énergétique. Le remplacement des combustibles fossiles, aujourd'hui importés, par des énergies décarbonées produites en France implique le développement de nouvelles infrastructures d'EnR (éolien, photovoltaïque, méthanisation...). Très visibles, elles modifient les paysages et les équilibres entre les territoires, et génèrent des contestations locales. Face à l'urgence climatique rejointe par l'enjeu de souveraineté énergétique, comment permettre aux territoires de s'approprier la mise en œuvre locale de la transition ? Le Cese présente 23 préconisations pour faire de l'acceptabilité des projets d'infrastructures énergétiques un pré-requis et une condition sine qua non à la transition environnementale.

► [L'avis](#) ► [La synthèse](#)

► [Transitions : de nouvelles approches pour compter ce qui compte](#)

Dossier coordonné par Xavier Perrin, ancien DGS, directeur de projet Communs et responsable du conseil en gestion, redirection et comptabilité écologiques à la ville de Grenoble

***Horizons publics*, n°26, mars-avril 2022. pp.26-85**

Les systèmes comptables et budgétaires sont au cœur de nos organisations privées et publiques. Ils servent d'outils de pilotage et de gestion pour orienter les décisions stratégiques. Face à l'urgence et à l'accélération des transformations (écologique, sociale, numérique, sanitaire, etc.), le temps n'est-il pas venu de changer de logiciel, voire de cadre de références et de compter ce qui compte ? Les organisations publiques en général – et les collectivités locales en particulier – ont un rôle essentiel à jouer sur ce chantier qui ne se résume pas à l'adoption de budgets verts ou de quelques indicateurs de résilience. Il s'agit de s'engager dans une approche plus systémique, prenant en compte les limites planétaires, ou encore les capitaux naturels et humains, comme l'illustre la méthode de comptabilité "*Comprehensive accounting in respect of ecology-triple depreciation line*" (CARE-TDL).

Urbain

► [Vers la ville du bien-être. Dossier](#)

***Diagonal*, n° 214, mars 2022. pp. 24-58**

Si l'urbanisme ne peut pas tout pour faciliter l'existence de tous, il y contribue. Les

différents champs de l'habiter et de l'organisation spatiale sont en jeu : logement, mobilités, espaces publics, alimentation, morphologie urbaine, environnement. Et ils convoquent un acteur singulier et pourtant central, l'habitant. Car, à côté des dimensions objectives du bien-être, la subjectivité est, elle aussi, importante. Nombre d'études reconnaissent ainsi les bénéfices des espaces verts sur la santé mentale et le rôle des relations sociales. Une dimension plus difficile à intégrer dans un projet, si l'on ne s'appuie pas sur les principaux intéressés ... En explorant des chemins possibles, le dossier invite également à ménager les territoires et ceux qui y vivent.

Villes moyennes

► [Circulation et appropriation des stratégies de revitalisation des centres-villes dans les villes moyennes françaises](#)

Caisse des dépôts (Institut pour la recherche) - Julie Chouraqui

***Les cahiers de la recherche*, mars 2022. 8 p.**

Ce Cahier de recherche a été réalisé dans le cadre d'une recherche doctorale sur les villes moyennes en déprise en France, qui s'intéresse aussi bien à la mesure de ces phénomènes de déclin et à leurs diverses formes, qu'aux réponses des acteurs publics à ces dynamiques. Il s'agit de proposer une synthèse des résultats de la recherche sur les réponses au déclin des villes moyennes proposées aux échelles nationales et locales, en s'intéressant particulièrement aux politiques de revitalisation du centre-ville. Les résultats s'appuient sur l'étude approfondie du cas de quatre villes moyennes aux profils contrastés : Soissons, Narbonne, Blois et Forbach.

► [Le Cahier](#)

► [Villes moyennes, villes d'intermédiation](#)

Priscilla De Roo

Conférence du 15 mars 2022 organisée par le Cercle pour l'aménagement du territoire. 11 p.

Constatant que les villes moyennes sont fortement d'actualité, Priscilla De Roo propose de confronter l'actualité politique à l'histoire d'une expérimentation d'aménagement des années 2000, « 20 villes moyennes témoins ».

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner au bulletin : [accès direct à l'encart d'inscription](#)**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

